

<https://ujfp.org/spip.php?article1176>



La lutte antiraciste à Sarcelles et a Oullins

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : mardi 21 mars 2006

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Deux actes racistes se sont produits en France le 4 mars : une agression antisémite à Sarcelles (banlieue parisienne) et une agression anti-arabe à Oullins (banlieue lyonnaise).

A Sarcelles, au lendemain d'une agression où des jeunes juifs ont été frappés par des adolescents de 14 et de 15 ans, l'une des victimes s'est fait voler son portable et s'est fait traiter de « sale feuj ». Réaction des autorités : Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a reçu les jeunes victimes, leurs familles, le rabbin de la synagogue locale, les représentants de la communauté juive de la commune, le député de la circonscription et des élus locaux. A Oullins, un père de famille d'origine maghrébine sort d'un bar où fut retransmis le match de foot qui a opposé l'Olympique lyonnais de l'équipe d'Ajaccio. Lui et son cousin furent aussitôt assaillis par un homme armé d'un pistolet automatique, qui ouvre le feu en criant « barrez-vous, enculés d'Arabes ». Chaib Zehaf, 42 ans, est tué sur le coup et son cousin, blessé par balles, est hospitalisé. Réaction des autorités : le Procureur de la République a prétendu « qu'aucun élément... ne permet de faire état d'un comportement raciste. » La qualification de motif raciste n'a pas été retenue comme circonstance aggravante. Très peu d'élus ont réagi, la famille des victimes a dû se contenter de la présence du maire et des conseillers municipaux qui ont participé à une marche citoyenne silencieuse à la mémoire de Chaib dans les rues de cette petite commune. Ni M. Sarkozy, ni d'autres ministres, ni le député local, aucun autre représentant de la classe politique au niveau national ont cru bon de faire le déplacement. Le président de l'UJFP a dénoncé ce flagrant délit de « deux poids, deux mesures » lors d'une discussion table ronde le 10 mars qui l'a opposé à M. Richard Pasquier, membre du Comité directeur du CRIF. Ce dernier a surtout insisté sur la gravité des agressions antisémites et des invectives comme « sale feuj ». (Un compte-rendu de ce débat, auquel a participé l'écrivain Laurent Lévy, sera publié dans le prochain numéro de la revue Mouvements). Ainsi, les pompiers pyromanes du racisme en France ne se trouvent pas seulement au CRIF et dans d'autres structures communautaires. Ils se trouvent également au gouvernement, et parmi nos élus les plus hauts placés.